

L'Adresse

Il est essentiel, dans une saine démocratie, que la population respecte le Parlement et ses membres. Malheureusement, ce respect a été miné chez nous. . .

. . .entre autres choses. . .

. . .par une partisanerie et une discipline de parti parfois excessives et par des manifestations d'emportement et d'indignation souvent simulés.

Pour que le Cabinet insère ce passage dans le discours du Trône et annonce la création d'un comité, il faut qu'il ait l'intention de recourir à la discipline de parti pour nous forcer à le créer. Quelle hypocrisie.

Je rappelle encore une fois au gouvernement que le comité chargé d'étudier la formule de modification de la Constitution n'a pas encore déposé son rapport. Il est illogique que le gouvernement présume des résultats de ces travaux sous prétexte qu'il croit essentiel de faire appel à des comités parlementaires. S'il respecte les comités parlementaires, il devrait attendre que le comité en place recommande une démarche. Par contre, s'il ne les respecte pas, inutile de recourir à eux pour modifier la Constitution.

Le 13 mai, on nous a fait part d'autres motifs de convocation. Le Cabinet souhaite que nous étudions des mesures législatives qui lui semble propres à renforcer l'unité et la prospérité du pays ainsi que la réceptivité du gouvernement. Mardi, le chef de l'opposition a fait remarquer que les politiques que le gouvernement applique depuis sept ans ont fait perdre aux Canadiens toute confiance dans la capacité du gouvernement à diriger efficacement le pays.

Je suis d'accord avec les Canadiens et avec le chef de l'opposition, mais il est important que les Canadiens comprennent que ce n'est pas le système politique qui les a laissés tomber, mais le gouvernement conservateur. Pourquoi auraient-ils foi en quoi que ce soit que propose le gouvernement pour cette nouvelle session?

La vérité, c'est que le gouvernement n'a pas fait honneur à la confiance publique qui lui a permis de former le gouvernement. Il n'a pas fait adopter de lois efficaces. Il est temps qu'il prenne de véritables initiatives. C'est un gouvernement qui ne s'engage à rien. Il ne s'engage pas à poursuivre sa politique sociale. Il ne s'engage pas à poursuivre sa politique environnementale. Il n'est même pas engagé à poursuivre la cause de l'unité nationale.

Comment pouvons-nous croire que le gouvernement soit le moins engagé envers les Canadiens?

Le programme d'action que s'est donné le Cabinet, il y a quelques semaines, a confirmé ce manque d'engagement du gouvernement envers les Canadiens. Il a confir-

mé son manque de substance et son absence de plan réel pour faire entrer le Canada dans le XXI^e siècle.

Le gouvernement ne nous donne qu'un taux de chômage supérieur à 10 p. 100, la TPS et des inégalités économiques régionales.

Je le rappelle à la Chambre que, à un moment où il est essentiel pour le Canada d'accroître sa compétitivité dans l'économie mondiale, le gouvernement sabre dans le financement consacré à l'éducation et à la formation, ainsi qu'à la recherche et au développement. Les fondements mêmes de notre compétitivité et de notre prospérité économiques sont délibérément et systématiquement sapés.

Par ailleurs, tandis que le gouvernement expose en termes éloquentes sa vision de restructuration de l'économie, la seule vision qu'il donne aux Canadiens après sept années de brutalité économique est la suivante: des travailleurs attendant au coin de la rue ou dans les files d'attente au bureau de l'assurance-chômage. Le gouvernement n'a pas mis au point de programme visant à atténuer les répercussions de l'Accord de libre-échange. Il n'est pas venu en aide aux chômeurs canadiens dont le nombre atteint 1,4 million. Il n'a pas protégé non plus les Canadiens à faible revenu contre les effets de la TPS.

Le gouvernement nous a par contre donné la première récession d'origine purement canadienne, un nombre record de faillites et des politiques directement responsables de l'accroissement du déficit. Une économie forte est la base d'un pays uni.

Je ne comprends pas que le gouvernement puisse mettre encore une fois en attente la crise constitutionnelle du pays. Pourquoi attend-il un autre rapport de comité? À mon avis, il essaie encore de gagner du temps.

Il a déjà tenté sans succès de résoudre ces problèmes. Pourquoi les Canadiens auraient-ils confiance en un gouvernement qui a accumulé tant d'échecs? Nous devons résoudre les problèmes constitutionnels dès maintenant afin de pouvoir passer aux autres problèmes que le gouvernement actuel a créés.

Le discours du Trône formule par ailleurs un engagement à réduire les obstacles au commerce entre les provinces, une chose dont le gouvernement parle maintenant depuis quatre ans sans avoir encore mis au point de véritables solutions. Comment peut-il se préoccuper de commerce interprovincial alors que toutes les mesures qu'il a prises depuis son arrivée au pouvoir sont allées à l'encontre de cet objectif? En 1988, il a parachevé l'Accord de libre-échange avec les États-Unis. Or, cet accord commercial va à l'encontre de l'idée de commerce interprovincial d'un océan à l'autre.